INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 14 décembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les Bourses européennes sont retombées aujourd'hui après avoir salué mardi le ralentissement plus marqué que prévu de l'inflation aux Etats-Unis en novembre. La prudence des investisseurs reste de mise avant les annonces de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine ce soir. Le CAC 40 a perdu 0,21% à 6 730,79 points et l’EuroStoxx50 a cédé 0,26% à 3 976,51 points. En revanche, Wall Street continue de grimper, limitant le repli de l'Europe. Le Dow Jones gagne 0,68% vers 17h30.
* Après les chiffres de l'inflation de mardi, une hausse des taux de 50 points de base de la Fed est déjà actée contre 75 points de base lors des 4 précédentes décisions.
* Les investisseurs sont désormais surtout intéressés par des indices sur le niveau du pic des taux. Ils attendent les nouvelles estimations économiques de la Banque centrale américaine et les nouvelles projections (dot plots) pour les taux des Fed Funds.
* Les marchés " pourraient être surpris par le ton hawkish que devrait adopter Jerome Powell ", prévenait en début de semaine, Franck Dixmier, Directeur mondial des gestions obligataires chez Allianz Global Investors. De fait, ils anticipent actuellement un taux terminal à 5% et une première baisse de taux au second semestre 2023.
* " Les données relatives à l'inflation sont clairement une bonne nouvelle, mais les conditions du marché se sont clairement assouplies depuis la dernière réunion et la Fed voudra probablement y mettre un frein à partir de maintenant ", indique MUFG pour motiver le ton hawkish que devrait adopter Jerome Powel.
* La Fed soulignera probablement le risque qu'un marché du travail encore tendu alimente une spirale salaires-prix, anticipe pour sa part Pictet Wealth Management.
* A quelques heures de la décision de politique monétaire de la Fed, l'euro gagne 0,20% à 1,0655%. Plus que sur la hausse des taux de 50 points de base du principal taux directeur de la Banque centrale américaine - déjà prise en compte par le marché - les investisseurs se concentreront sur ses nouvelles prévisions économiques et les déclarations de son président.

" Les commentaires hawkish qu'il pourrait faire pourraient ressembler davantage à un combat d'arrière-garde et donc avoir un effet moins positif sur le dollar que lorsque la pression inflationniste était plus forte ", prévient Commerzbank, un avis partagé par MUFG. " Tout renforcement du dollar américain lié à une rhétorique hawkish pourrait s'inverser rapidement ", anticipe le spécialiste.

* A la suite du rebond de plus de 45% des cours du minerai de fer depuis son plus bas d’octobre à 76 dollars la tonne, UBS et Jefferies sont prudents sur ses perspectives. En 2023, la banque suisse prévoit que la demande d'acier en Chine restera globalement stable par rapport à l'année précédente, avec une reprise de l'activité de construction au second semestre 2023. La consommation de ferraille d'acier devrait retrouver son niveau de 2019.

Dans ce contexte, UBS prévoit un recul d'environ 2% de la demande de minerai de fer. Dans le même temps, le spécialiste anticipe une augmentation de 3% de l'offre.

Jefferies anticipe un marché équilibré avec des prix dans une fourchette de 90 à 110 dollars la tonne pour 2023. Il rappelle que le consensus prévoit une normalisation du prix du minerai de fer dans une fourchette de 70 à 80 dollars par tonne et que cela va se produire bientôt.

* La production industrielle corrigée des variations saisonnières a diminué de 2% dans la zone euro et de 1,9% dans l'Union européenne en octobre par rapport à septembre 2022, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Elle était anticipée en repli de 1,5% en zone euro, selon le consensus Reuters. En septembre 2022, la production industrielle avait augmenté de 0,8% dans la zone euro et de 0,7% dans l'Union européenne.
* « À fin novembre, la normalisation du nombre de défaillances d'entreprises se poursuit » annonce la Banque de France, évoquant une « remontée » « amorcée à l'automne 2021 » et qui « se poursuit », avec 39 858 défaillances constatées entre décembre 2021 et novembre 2022 contre 27 273 un an plus tôt.

" Commun à tous les secteurs de l'économie " ce mouvement est " légèrement plus prononcé pour les PME ". Le nombre de défaillances reste néanmoins à un niveau inférieur de 22,1 % à celui enregistré en 2019 à savoir " 51 145 défaillances sur l'ensemble de l'année 2019 ". La Banque de France rappelle que les défaillances ont marqué un " fort recul " à compter du début de la crise sanitaire liée au Covid-19, à la suite de la modification temporaire des dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements, puis des mesures publiques de soutien en trésorerie permettant d'éviter cet état de cessation des paiements

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, ArcelorMittal a terminé à la dernière place du CAC 40, pénalisé par la dégradation de Bank of America, d'Achat à Neutre.
* L'action AB Science affiche de loin la plus forte baisse du marché SRD, décrochant de 24,31% à 6,44 euros. La société pharmaceutique a annoncé hier avoir reçu un avis d'insuffisance (Notice of Deficiency - NOD) dans le cadre de la demande de mise sur le marché canadien (AMM) du masitinib dans le traitement de la sclérose latérale amyotrophique ou maladie de Charcot. Health Canada, l'autorité de santé du pays, a demandé que des informations supplémentaires lui soient communiquées.

Le processus d'examen a été interrompu et reprendra quand ces informations auront été communiquées à Health Canada.

AB Science annonce qu'elle va se rapprocher de Health Canada afin de répondre aux objections de l'agence, avec l'intention de reprendre le processus d'examen du dossier dans les délais impartis.

En février de cette année, AB Science avait reçu l'autorisation de Health Canada pour soumettre une demande d'AMM pour son produit contre la SLA sous le statut NOC/c (Notice of Compliance with Conditions) qui permet d'offrir un accès plus précoce au marché à des médicaments susceptibles de sauver des vies et qui ont démontré une efficacité clinique prometteuse lors d'essais cliniques.

* Partouche est stable à 21,60 euros au lendemain de l’annonce de chiffres d’activité annuels marqués par un retour au niveau pré-crise sanitaire. Au quatrième trimestre 2022, clos fin octobre, le produit brut des jeux du casinotier a augmenté de 20,3% à 178,8 millions d'euros. A périmètre constant (178 millions), il a progressé de 21,7 % par rapport au quatrième trimestre 2021 et de 8,3% par rapport au quatrième trimestre 2019.

Partouche souligne que la dynamique est soutenue avec la normalisation de l'exploitation.

Au total, après prélèvements, le produit net des jeux a progressé de 5,5% à 77,1 millions d'euros sur les trois derniers mois de l'exercice. Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2022 a atteint 100,7 millions d'euros, en hausse de 6,7% sur un an, après prise en compte du chiffre d'affaires des autres activités.

Depuis la levée de l'ensemble des restrictions sanitaires relatives aux Covid-19 sur l'ensemble des zones géographiques, et plus particulièrement en France à la mi-mars 2022, les activités du groupe ont enregistré " une croissance soutenue et régulière ".

* Lacroix (0% à 26,80 euros) échappe de peu à la baisse du marché parisien au lendemain de l’annonce du gain d’un contrat représentant plus de 10 millions d'euros, dont la reconnaissance s'étalera sur les exercices 2023 et 2024. L’année dernière, le fabricant d'équipements électroniques avait enregistré un chiffre d’affaires de 501,5 millions d’euros et cette année, il anticipe des revenus proches des 700 millions d'euros.

Au travers d'un appel d'offres lancé par l'organisation en charge de l'infrastructure régionale routière et autoroutière de la région, les autorités de la Région Flandre (Vlaams Overheid) ont sélectionné un groupement de 5 intégrateurs menés par la société française de BTP Eiffage. Le projet vise à remplacer le réseau routier d'éclairage public et le moderniser en le dotant d'un système de gestion intelligente, avec à la clé, la réduction significative des consommations d'énergie.

Dans ce cadre, Lacroix, au travers son activité City intervient dans la fourniture de contrôleurs auprès d'Eiffage et des autres intégrateurs du groupement, au sein d'une solution modulaire et sécurisée permettant la gestion intelligente de l'éclairage, ainsi que la remontée automatisée de données de consommation auprès du gestionnaire du réseau.

* L'Espagnol Inditex (acronyme de Industria de Diseño Textil), progresse de 3,04% à 25,46 euros. Le groupe, propriétaire de plusieurs enseignes dont Zara, Stradivarius et Massimo Dutti, a vu son bénéfice net grimper de près de 6% au troisième trimestre, à 1,3 milliard d'euros, malgré l'impact de la forte inflation et de la guerre en Ukraine sur son activité. Le résultat net sur les neuf premiers mois de 2022 a augmenté de 24% à 3,1 milliards d'euros. Sur cette même période, l'Ebitda a augmenté de 20% pour atteindre 6,5 milliards d'euros.

Les ventes en magasin et en ligne du géant mondial du prêt-à-porter ont atteint, au cours des 9 premiers mois de 2022, 23,1 milliards d'euros, soit une hausse de 19 % et ce, malgré une hausse des prix de 5% ou plus depuis le printemps pour anticiper les pressions inflationnistes.

Óscar García Maceiras, PDG du groupe, a déclaré : "Dans le contexte difficile actuel, ces résultats reflètent clairement la force de notre modèle d'entreprise unique : des collections à la mode, une expérience d'achat attrayante et une équipe fortement engagée à réaliser une croissance rentable et plus durable".

Réputé pour la flexibilité de son approvisionnement, Inditex a récemment proposé davantage de pièces "haute couture" chez Zara afin de motiver les achats pour des événements spéciaux, dans un contexte de crise du coût de la vie qui menace les dépenses non essentielles, selon une source de l'entreprise rapportée par Reuters.

Une approche qui permet à la firme espagnole de vendre des articles plus chers et d'attirer les acheteurs du segment de luxe.

* Holcim a signé un accord pour vendre ses activités en Russie à l'équipe de direction locale. Avec ses nouveaux propriétaires, l'entreprise fonctionnera de manière indépendante sous une marque différente. La clôture de la transaction sera soumise aux approbations réglementaires. Cette cession complète la sortie d'Holcim du marché russe conformément aux valeurs de l'entreprise d'opérer de la manière la plus responsable. L'activité russe est déconsolidée depuis mars 2022, date à laquelle la société a décidé de quitter le marché russe.

Holcim reste déterminé à soutenir ses employés tout au long de ce processus et à assurer un transfert ordonné pour ses clients et les parties concernées. Cette cession n'a pas d'impact financier ou commercial significatif sur Holcim, car la société a généré moins de 1 % des ventes nettes du groupe et de l'EBIT récurrent en Russie en 2021.

**ANALYSE**

* Changement de rythme dans la lutte contre l'inflation. La Fed a annoncé relever ses taux d'un demi-point, ce mercredi à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire, pour les porter entre 4,25 % et 4,50 %. Ce relèvement, adopté à l'unanimité, marque la première inflexion dans la vitesse du resserrement monétaire, après quatre hausses de 0,75 point chacune depuis le mois de juin.

La banque centrale a toutefois répété son engagement à poursuivre avec force sa lutte contre l'inflation. « Le comité prévoit que des augmentations continues de la fourchette cible seront appropriées afin d'atteindre une orientation de la politique monétaire suffisamment restrictive pour ramener l'inflation à 2 % à terme », indique le communiqué publié à l'issue de la réunion.

La publication des chiffres de l'inflation en novembre, mardi, a conforté le sentiment d’une accalmie. Les prix à la consommation sont restés presque stables (+0,1 %) par rapport à octobre, et ont décéléré à +7,1 % sur un an, deux points de moins qu'au pic du mois de juin. Mais «il faudra nettement plus de preuves pour être confiants dans le fait que l'inflation est bien sur une tendance à l'apaisement», a jugé Jerome Powell lors de la conférence de presse qui a suivi la publication du communiqué de la Fed.

Si la trajectoire de durcissement monétaire a été relativement simple à mener ces derniers mois, compte tenu de la force de l'inflation, cette dernière réunion de l'année ouvre une séquence plus complexe. Jerome Powell a répété ces derniers mois son engagement à tenir son mandat - une inflation de long terme autour de 2 % -, quitte à sacrifier un « atterrissage en douceur » de l'économie, même s'il l'estime toujours possible.

L'économie américaine reste pour l'instant en bonne forme. Après deux trimestres de léger recul, le PIB a rebondi au troisième trimestre, avec une croissance de 2,9 % en rythme annualisé. Une progression qui « reflète principalement les hausses des exportations et des dépenses de consommation, qui ont été partiellement compensées par une baisse de l'investissement en logement », a détaillé le BEA, l'office statistique. Les revenus des ménages restent solides, et le marché immobilier, paralysé par la flambée des taux d'emprunt à trente ans, commence à retrouver un peu de mobilité avec leur légère détente.

Les créations d'emplois restent aussi dynamiques, avec un taux de chômage à 3,7 % de la population active. Et la pression reste forte sur le marché de l'emploi et les salaires, avec un taux de participation au marché du travail qui reste inférieur de 1,3 point (à 62,1 %) à son niveau d'avant-pandémie.

Les marchés cherchent donc à définir le taux « terminal » du mouvement de resserrement monétaire. La banque centrale avait déjà laissé entendre qu'il pourrait être plus élevé qu'anticipé en septembre dernier. Mercredi, dans ses dernières prévisions, l'estimation médiane de la Fed pour ses taux directeurs a été relevée à 5,1% fin 2023, soit 0,5 point de plus qu'en septembre. Avant la décision de mercredi, le consensus des économistes consultés par l'agence Bloomberg misait sur une hausse d'un quart de point en février puis en mars, avant une pause, soit 4,75% à 5% fin 2023.

« Les indicateurs de confiance des entreprises émettent des signaux d'alarme indiquant des risques élevés de récession », pointent aussi les économistes de Deutsche Bank, dont le scénario central est celui d'une récession débutant au second semestre de l'année prochaine. L'inversion de la courbe des taux, avec un coût d'emprunt plus cher à deux ans qu'à dix, alerte aussi les économistes. «Personne ne sait si on aura une récession ou non », a jugé Jerome Powell mercredi. La Fed a publié une prévision médiane de croissance du PIB à 0,5% l'an prochain, contre 1,2% en septembre.

**L’AGENDA DU 15 décembre 2022**

**8h45 en France**

Climat des affaires en décembre

Inflation en novembre

**13h00 au Royaume-Uni**

Décision de politique monétaire

**14h15 en zone euro**

Décision de politique monétaire de la BCE  
  
**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Indice manufacturier de la Fed de New York en décembre

Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en décembre

Ventes au détail en novembre

**15h15 aux Etats-Unis**

Production industrielle et taux d'utilisation des capacités de production en novembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des entreprises en octobre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de gaz